

Rôle des évaluations orientées vers l'avenir dans la politique

Christian van Singer | Je tiens d'emblée à vous avertir : je ne suis pas un expert en expertises, ni en évaluations qu'elles soient ex-post, ex-ante ou post-ante. Je suis un simple politicien, devant prendre des décisions dans un monde de plus en plus complexe.

Je reconnais ne pas maîtriser d'emblée tous les objets sur lesquels je suis appelé à me prononcer, dans ma fonction de conseiller national. Je suis donc obligé, tout en essayant de ne pas oublier ni mon bon sens, ni mon esprit critique, de faire appel à des experts.

Que ce soit en écoutant des collègues de parti spécialisés dans tel ou tel domaine. Que ce soit en prenant connaissance de rapports et d'expertises. Et cela souvent dans une perspective tournée vers le futur. Et je pense que la plupart des élus, à part ceux qui suivent sans trop réfléchir des mots d'ordre de partis ou de groupes d'intérêt, se trouvent dans la même situation.

J'imagine que l'on m'a demandé d'intervenir car en mars de cette année (2011) j'ai déposé une motion demandant au Conseil fédéral de confier à des experts indépendants l'examen de la sécurité et des modifications éventuelles à apporter pour améliorer la sécurité des centrales nucléaires existantes ou projetées.¹

Le comité de la SEVAL a dû en déduire que je m'intéresse au travail des experts et me voilà parmi vous. Je vais donc donner le point de vue d'un politicien qui a besoin d'expertises non seulement pour mieux comprendre le monde complexe qui nous entoure, mais aussi pour estimer les conséquences des propositions (motions, initiatives parlementaires, projets de lois, réglementations) sur lesquelles il doit se prononcer.

Vous conviendrez avec Pierre Dac, humoriste et comédien français (1893-1975), que « La prévision est difficile surtout lorsqu'elle concerne l'avenir ». S'il était encore vivant, il aurait pu ajouter, sans plaisanter, que faire des prévisions met en péril la réputation de l'auteur, car aujourd'hui, internet garde tout en mémoire, à commencer par les prévisions erronées.

Internet stocke tout. Les articles publiés uniquement dans des revues ou des journaux tombaient rapidement dans l'oubli. Sur l'internet, pour le meilleur comme pour le pire, ils restent pendant longtemps engrammés dans des serveurs, et facilement accessibles.

Vous vous souvenez sûrement des prévisions météo il y a 15 jours : « tempête de niveau 4 », avec à la radio de lugubres annonces enregistrées : des manifestations ont été annulées, des personnes ont renoncé à sortir de chez elles... et des

interrogations qui ont suivi: pourquoi l'alerte n'a-t-elle pas été levée dès qu'on a su qu'il n'y avait plus de danger?

Vous avez aussi à l'esprit les prévisions concernant les menaces de pandémie de grippe H1N1 qui ont induit production et achats de vaccins pour des centaines de millions de francs.

La polémique à ce sujet ne s'est pas encore éteinte: les experts qui ont mis en garde contre des risques de pandémie étaient-ils de mèche avec les pharmas? A contrario, – que se serait-il passé si on n'avait pas pris de mesures et que l'épidémie s'était révélé meurtrière? Pourquoi les experts, dès qu'ils ont eu les renseignements utiles, n'ont-ils pas averti les autorités de la relative innocuité de cette grippe?

Les critiques émises et les interrogations soulevées après ces prévisions erronées montrent que les attentes par rapport aux experts, aussi bien du grand public que du monde politique, n'ont jamais été aussi grandes.

Le monde politique, tout comme les entreprises, font appel pour commencer à l'expertise interne. Toutefois les risques de dysfonctionnements sont importants :

- routine de l'administration,
- absence de réelles compétences, surtout dans des administrations de petite taille,
- soumission aux opinions politiques dominantes,
- plans de carrière: souvent les experts passent de l'administration au privé et vice-versa, avec des promotions à la clé, d'où un certain désir de ne pas déplaire à un futur employeur potentiel,
- influence occulte de groupes d'intérêt.

D'où la nécessité de faire appel, en tout cas pour un deuxième avis, à des experts externes indépendants.

Mais là aussi difficile d'éviter un certain nombre de biais dus:

- au manque d'indépendance financière à l'égard des mandataires: si l'étude, les prévisions faites, ne correspondent pas aux attentes, le bureau risque de ne plus avoir de mandats.
- au manque d'objectivité lié :
 - au désir d'être dans l'« air du temps » : le bureau n'est crédible que si sa réponse va dans le sens de l'opinion majoritaire; par exemple dans tout le débat climatique, le simple fait de rappeler que le principal élément à effet de serre, la vapeur d'eau, n'est pas majoritairement d'origine anthropique, la formation de nuage dépendant aussi des rayonnements cosmiques qui peuvent varier à cause de l'activité solaire ou des régions

de l'espace traversées, ou encore que les poussières, notamment volcaniques, peuvent jouer un rôle important, tout comme la dérive des continents... ce type d'affirmations, pourtant à 100 pour cent justes, peuvent suffire à mettre leur auteur au ban de la communauté scientifique.

- aux options idéologiques des experts, conscientes ou pas: combien d'économistes agissent comme si une croissance continue et infinie était possible dans monde fini ? Peut-on attendre d'un ingénieur nucléaire qu'il ait vraiment un œil critique envers sa branche ?
- à la formation - parfois déformation professionnelle – des experts: toute une génération d'ingénieur a été conditionnée à encenser ce qui est grand et ce qui est « moderne ». Nombre d'experts ont une croyance aveugle dans le progrès. Des avancées techniques finiront par résoudre presque tous les problèmes, le temps se chargera des autres...
- aux méthodes adoptées :
 - par exemple, pour certains choix, faute de moyens pour analyser en détail la littérature, on compte parfois simplement le nombre d'expertises aboutissant à une conclusion et le nombre aboutissant à son contraire, et l'on conclut que le plus grand nombre a raison. On sait pourtant que des lobbies financent des études ce qui biaise complètement cette façon de procéder.
 - l'expert doit enfin tenir compte des contraintes législatives, mais il devrait aussi pouvoir proposer des modifications légales ou réglementaires s'il les juge nécessaire pour aboutir à des résultats satisfaisants. Faut-il, par exemple, comme le prescrit la loi, entreposer des déchets radioactifs en couches géologiques profondes en Suisse, pays subissant toute la sismique de l'Arc alpin?

Les attentes du monde politique par rapport aux experts sont importantes. Mais on est aussi en droit d'attendre du mandataire, qu'il soit d'ailleurs politique ou pas, qu'il adopte certaines lignes de conduite pour obtenir des résultats optimaux des expertises tant internes qu'externes auxquelles il a recours:

- Etre prêt à accepter des conclusions, des prévisions et des propositions qui ne vont pas dans le sens souhaité.
- Donner la préférence à des bureau qui travaillent en groupes d'experts venant de plusieurs horizons, de formations, de professions, d'opinions politiques différentes, prêts à appliquer dans leurs domaines de compétence le serment d'Hippocrate: avant tout ne pas nuire.

- Etre conscients que les prévisions peuvent influencer la situation de sorte qu’elles ont tendance à se réaliser: par exemple les experts ont prévu, pour le canton de Vaud, une croissance de la population de 100’000 personnes, les autorités créent des infrastructures, des logements se construisent, des entreprises embauchent ... et de nouveaux habitants affluent. Et la prévision est en train de se réaliser! De même si des experts reconnus annoncent « l’économie va mal », cela peut contribuer à déclencher une crise...
- Demander systématiquement des analyses d’impact et de durabilité des mesures proposées.
- Demander explicitement, non pas une prévision unique, à imposer comme la seule vérité, mais que les experts identifient des futurs possibles avec leurs avantages, inconvénients, opportunités et risques, laissant jouer aux politiciens leur rôle de décideurs faisant appel à l’analyse du passé, aux prévisions, mais aussi à leur intuition ...

Cela étant dit, n’oublions pas que les expertises scientifiques, par nature, ne pourront jamais apporter une quelconque réponse aux problèmes fondamentaux qui se posent à l’humanité : amour, partage, bien-mal, justice-injustice, âme-conscience, sens de la vie...

*Christian van Singer, Conseiller national, physicien énergétique, Les verts VD,
E-Mail: christian.vansinger@hispeed.ch*

Annexe

- 1 Motion 11.3164 : Evaluation indépendante de la sécurité des centrales nucléaires, liquidée.

Zusammenfassung

Um die mit politischen Entscheidungen verbundene Komplexität bewältigen, aber auch um die Konsequenzen von vorgeschlagenen Massnahmen abschätzen zu können, sind Politikerinnen und Politiker oft darauf angewiesen, die Urteile unabhängiger Expertinnen und Experten einzuholen. Vor allem gegenüber prospektiv ausgerichteten Expertenmeinungen und Evaluationen hegen die Politik, aber auch die Öffentlichkeit oft hohe Erwartungen. Weil prospektiv ausgerichtete Expertenmeinungen und Voraussagen immer mit Unsicherheit verbunden sind, können die daraus abgeleiteten Warnungen oder Massnahmen mitunter intensive Diskussionen auslösen, wenn sie sich im Nachhinein als unnötig oder falsch erweisen. Prospektive Evaluation birgt deshalb gewisse Risiken. Wer prospektive Expertenurteile einholt oder abgibt, sollte sich dieser Risiken bewusst sein und gewisse Fallstricke und Verhaltensrichtlinien beachten.